

Daniel Lampart

Premier secrétaire et économiste en chef de l'Union syndicale suisse (USS), Berne



# Une place industrielle forte est plus nécessaire que jamais

La surévaluation du franc pèse sur l'industrie d'exportation. Or, il faudrait que celle-ci puisse se développer sans entraves, afin de participer davantage à la prospérité du pays. Seule la Banque nationale peut débloquent la situation, en adoptant une politique monétaire perspicace.

Pour assurer sa prospérité, un petit pays comme la Suisse est tributaire du marché mondial. Il doit vendre des produits de qualité sur toute la planète, afin de couvrir ses coûts élevés de développement. Le marché intérieur est trop exigu pour cela. La Suisse a profité de l'internationalisation de l'économie. Les statistiques du commerce avec la Chine l'illustrent de manière éloquent : un kilo de marchandises suisses exportées vers ce pays nous rapporte 45 francs. En revanche, nous ne payons que 15 francs pour un kilo de marchandises chinoises.

Or, ce modèle de réussite est menacé. La forte appréciation du franc pèse lourdement sur l'industrie d'exportation et le tourisme. À cela s'ajoute l'obligation d'adapter notre législation fiscale aux normes internationales. L'abolition du secret bancaire – dont il faut se féliciter du point de vue politique – entraînera des milliards de pertes pour la place financière suisse. Dernier point et non des moindres, le plus grand parti bourgeois, l'UDC, veut renoncer aux accords bilatéraux avec l'UE.

En analysant objectivement la situation, on constate que la marge de manœuvre suisse est faible en matière fiscale et financière. Elle doit s'adapter à l'évolution internationale, car il est important de renforcer la place industrielle. Celle-ci devra, en effet, contribuer davantage à la prospérité, afin de compenser la diminution des recettes dans le secteur financier.

## L'industrie des machines perd des parts de marché

En ce moment, la situation évolue, hélas, dans la mauvaise

direction. La Suisse est presque le seul pays d'Europe où le chômage augmente, tandis que le produit intérieur brut par habitant diminue. En outre, une grande partie des conséquences de la surévaluation du franc ne sont pas visibles immédiatement, ce qui est trompeur pour la politique économique. À long terme, la surévaluation est dévastatrice. Une fois que des pans de la production ont été délocalisés, il est rare qu'ils reviennent. Les économies que les entreprises réalisent dans la R&D et les investissements se traduisent souvent des années plus tard par de sérieux problèmes de rentabilité. L'industrie allemande des machines, dont le personnel a augmenté d'un cinquième depuis 2008, est un exemple de ce qui serait possible avec un franc correctement évalué. Chez nous, l'emploi dans cette branche a baissé de plus de 10 %. Au niveau mondial,

environ 4 % des machines-outils viennent encore de Suisse. Ce taux était de 5 % en 2007.

## La banque nationale doit agir

Dans cette situation, il faut mener une politique des taux de change qui ramène le franc à un niveau supportable. Aucune autre option n'est envisageable. Depuis la fin des années septante, la Banque nationale a toujours fait en sorte, même dans les périodes difficiles, que l'économie soit épargnée par les grands chocs monétaires. Elle a pour cela su agir au niveau des taux d'intérêt et de la politique monétaire, tout en prenant soin de communiquer intelligemment. Elle doit renouer avec cette tradition.

Par ailleurs, la préservation des accords bilatéraux reste importante. Ceux-ci doivent, toutefois, profiter aux travailleurs. En Suisse, il convient de payer systématiquement des salaires suisses, comme l'exigent les mesures d'accompagnement. À titre complémentaire, nous avons besoin d'une meilleure protection des travailleurs âgés et de dispositions susceptibles d'améliorer les perspectives professionnelles de la main-d'œuvre indigène.

Sur le plan économique, les propositions qui visent à réduire les salaires ou à altérer les conditions de travail sont totalement contre-productives. L'industrie d'exportation et le tourisme ont aujourd'hui déjà de la peine à recruter la main-d'œuvre nécessaire. Si ces branches deviennent encore moins attrayantes, leurs problèmes augmenteront.

---

La place industrielle  
devra contribuer  
davantage à la prospérité,  
afin de compenser  
la diminution des  
recettes dans le secteur  
financier.